

Au Journal officiel du 14 au 21 juillet 2017

Au Journal officiel du 14 au 21 juillet 2017

24/07/2017

Au Journal officiel du 14 au 21 juillet 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 14 juillet 2017 :

- Décret n° 2017-1163 du 12 juillet 2017 relatif à la **déontologie, l'éligibilité et la discipline des juges des tribunaux de commerce**. – *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2017-1165 du 12 juillet 2017 **tendant à favoriser le développement des émissions obligataires**. – *Modification du Code de commerce et du Code monétaire et financier* ;
- Décret n° 2017-1166 du 12 juillet 2017 portant **dispositions relatives à l'outre-mer du Code de la consommation et modifiant d'autres dispositions de ce code**. – *Modification du Code de la consommation et du décret n° 2016-884 du 29 juin 2016*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er octobre 2017 (cf. art. 9)* ;
- Arrêté du 6 juillet 2017 **fixant les tarifs réglementés de postulation des avocats en matière de saisie immobilière, de partage, de licitation et de sûretés judiciaires**. – *Modification du Code de commerce*.

Au JO du 16 juillet 2017 :

- Arrêté du 7 juillet 2017 relatif aux **conditions de télédéclaration des liens d'intérêts et au fonctionnement du site internet unique mentionné à l'article R. 1451-3 du Code de la santé publique** ;
- Délibération n° 2017-62 ORG du 6 juillet 2017 du collège de l'Agence française de lutte contre le dopage relative aux **procédures de recueil des signalements émanant de lanceurs d'alerte**. – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 20)*.

Au JO du 18 juillet 2017 :

- Arrêté du 10 juillet 2017 pris pour l'application de l'article R. 323-1 du Code de la sécurité intérieure et **fixant les modalités de mise en œuvre du régime d'autorisation préalable pour certains investissements dans les sociétés exploitant des casinos**.

Au JO du 19 juillet 2017 :

- Décret n° 2017-1171 du 18 juillet 2017 **fixant les règles applicables aux fonds de retraite professionnelle supplémentaire**. – *Modification du Code des assurances et du Code monétaire et financier*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er janvier 2023 (cf. art. 4)* ;

- Décret n° 2017-1172 du 18 juillet 2017 portant **adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rentes**. – *Modification du Code des assurances*. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017 (cf. art. 2, I) ;
- Décret n° 2017-1173 du 18 juillet 2017 **fixant les règles applicables aux fonds de retraite professionnelle supplémentaire et relatif à l'adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rentes**. – *Modification du Code des assurances* ;
- Décret n° 2017-1174 du 18 juillet 2017 portant diverses **mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés**. – *Modification du Code de commerce*.

Au JO du 20 juillet 2017 :

- Décret n° 2017-1176 du 18 juillet 2017 relatif aux **frais de justice criminelle, correctionnelle et de police**. – *Modification du Code de procédure pénale*.

Au JO du 21 juillet 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1177 du 19 juillet 2017 portant **extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte**. – *Modification du Code de l'action sociale et des familles et de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002*. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017 ;
- Ordonnance n° 2017-1178 du 19 juillet 2017 relative à **l'adaptation du Code de la santé publique à Mayotte**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Ordonnance n° 2017-1179 du 19 juillet 2017 portant **extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à **la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises**. – *Modification du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du Code des assurances, du Code de la sécurité sociale, du Code de la mutualité, du Code du travail et du Code rural et de la pêche maritime et de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947* ;
- Arrêté du 13 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 14 août 1995 déterminant les **modèles mentionnés dans le décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif et à l'article R. 311-6 du Code de la sécurité intérieure**. – *Modification de l'arrêté du 14 août 1995* ;
- Arrêté du 17 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 20 mai 1980 fixant la **liste des commissions, conseils ou comités administratifs ou paritaires appelés à traiter des problèmes d'emploi et de formation ou jurys d'examen donnant droit à autorisation d'absence de la part des employeurs**. – *Modification de l'arrêté du 20 mai 1980*.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA